

« Priorités françaises »

Le baromètre L'ObSoCo-CEVIPOF
des préoccupations majeures des
Français

Octobre 2026

Contacts L'ObSoCo

Guénaëlle GAULT

Directrice générale

g.gault@lobsoco.com

Sébastien BOULONNE

Chef de projet

s.boulonne@lobsoco.com

Simon GINOLIN

Chargé d'études

s.ginalin@lobsoco.com

Contact CEVIPOF

Sylvain BROUARD

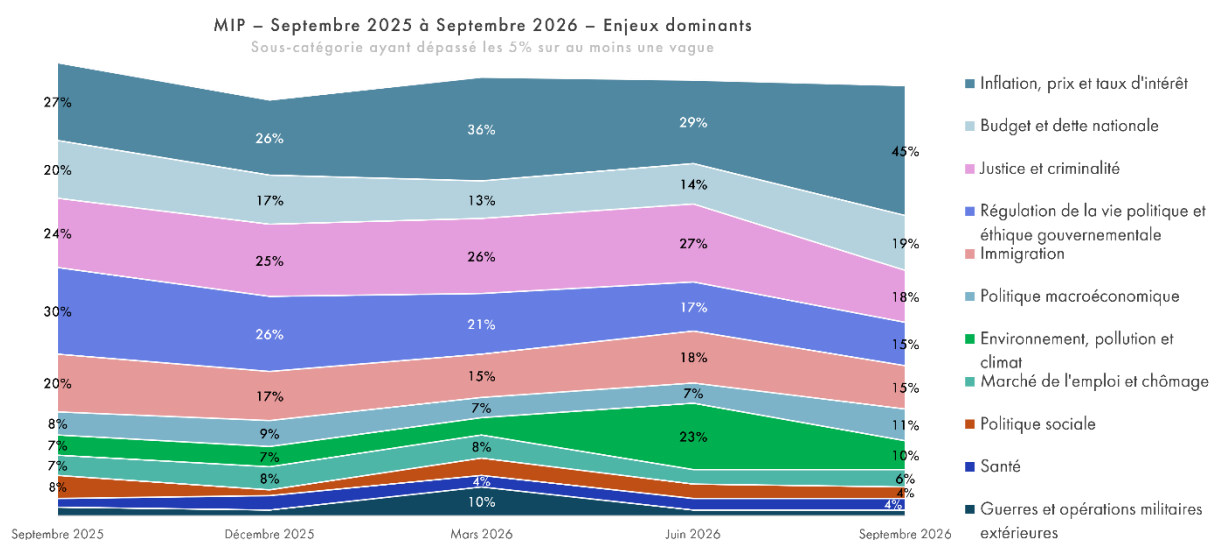
Directeur de recherche

Baromètre « Priorités françaises »

Baromètre trimestriel L'ObSoCo × CEVIPOF — Octobre 2026

Chaque trimestre, le baromètre « Priorités françaises » interroge les Français sur ce qu'ils considèrent comme « le problème le plus important pour la France aujourd'hui ». Question ouverte, sans liste préétablie : les répondants s'expriment avec leurs propres mots (près de 4000 verbatims recueillis), qui sont ensuite recodés en grandes thématiques.

Cette approche révèle ainsi non seulement les préoccupations dominantes mais également celles qui peuvent apparaître, surgir ou monter en puissance et s'imposer au débat public.



Le fait marquant

Alors que la rentrée 2026 éloigne quelque peu les fortes chaleurs qui ont marqué les derniers mois, les préoccupations liées à l'environnement et au climat reculent nettement. 10% des Français de 18 à 75 ans mentionnent désormais spontanément des éléments relatifs à l'environnement, à la pollution ou au climat, contre 23% quelques mois plus tôt.

Dans le même temps, celles liées au pouvoir d'achat, déjà très présentes et installées en tête, s'intensifient brutalement. 45% des Français mentionnent spontanément des éléments relatifs à l'inflation, aux prix ou aux taux d'intérêt, un niveau record. Cette poussée invite à revenir sur les déterminants de ce registre de préoccupations et, surtout, sur ce qu'il dit du climat social actuel et de ses évolutions possibles.

Parallèlement, les préoccupations relatives au budget et surtout à la dette nationale progressent de 5 points et se hissent à la deuxième place. Les éléments liés à la justice et à la criminalité reculent quant à eux de 9 points, tout en complétant le podium.

1. La flambée des difficultés financières

L'inflation et le pouvoir d'achat pour près d'un Français sur deux

Difficile de parler à nouveau de « choc » pour évoquer un scénario désormais bien connu. Le conflit au Moyen-Orient a une nouvelle fois fait flamber les prix de l'énergie, déclenchant une nouvelle vague d'angoisse inflationniste.

Il y a six mois, les priorités françaises avaient déjà été bousculées par la guerre en Iran, déclenchée en février 2026. Lors de la prise de poulx de mars, 36% des répondants avaient alors mentionné des éléments relatifs à l'inflation, aux prix ou aux taux d'intérêt, soit 10 points de plus que la thématique qui arrivait alors en deuxième position, celle de la justice et de la criminalité.

Si le scénario est similaire en cette rentrée 2026, cette nouvelle vague se distingue cependant par la très nette domination du sujet : près d'un Français sur deux, 45%, l'évoque désormais. La deuxième thématique, celle du budget et de la dette nationale, atteint 19%, soit un écart de 26 points.

Il faut ici rappeler une évidence parfois perdue de vue : le recul de l'inflation observé après le pic de 2022-2023 n'a pas signifié un retour des prix à leur niveau antérieur. L'inflation a ralenti, mais il n'y a pas eu de déflation à la mesure des hausses précédemment enregistrées. Le niveau général des prix reste donc durablement plus élevé qu'avant la poussée inflationniste, notamment pour de nombreux achats du quotidien. Pour une partie de la population, ce nouvel épisode intervient ainsi sur un terrain déjà fragilisé : après le choc du Covid, puis plusieurs années de forte inflation, les budgets ont été mis à rude épreuve et les arbitrages se sont accumulés. Toute nouvelle hausse, notamment sur l'énergie, réactive donc très rapidement une inquiétude qui n'avait jamais complètement disparu.

C'est aussi une nouvelle illustration des traces laissées par l'épisode inflationniste de 2022-2023, que documente notamment une récente étude de la Banque de France¹. Celle-ci montre que les ménages surestiment durablement l'inflation sous l'effet de deux mécanismes. D'une part, ils restent marqués par la hausse cumulée des prix depuis 2021, notamment alimentaires. D'autre part, ils remarquent davantage les hausses de prix que les baisses. Si cette sensibilité est très largement partagée (83 % des ménages interrogés dans l'enquête de la Banque de France surestiment l'inflation), des différences subsistent bien évidemment.

Les ressources financières : le stock plus que le flux

Lors de son précédent pic en mars dernier, l'angoisse inflationniste avait frappé de manière généralisée et dessinait 3 France.

Ceux qui déclaraient « ne vraiment pas s'en sortir » ont logiquement toujours été surreprésentés dans la catégorie « Inflation, prix et taux d'intérêt » et ont été rejoints depuis mars 2026 par ceux qui « ne s'en sortent vraiment pas ».

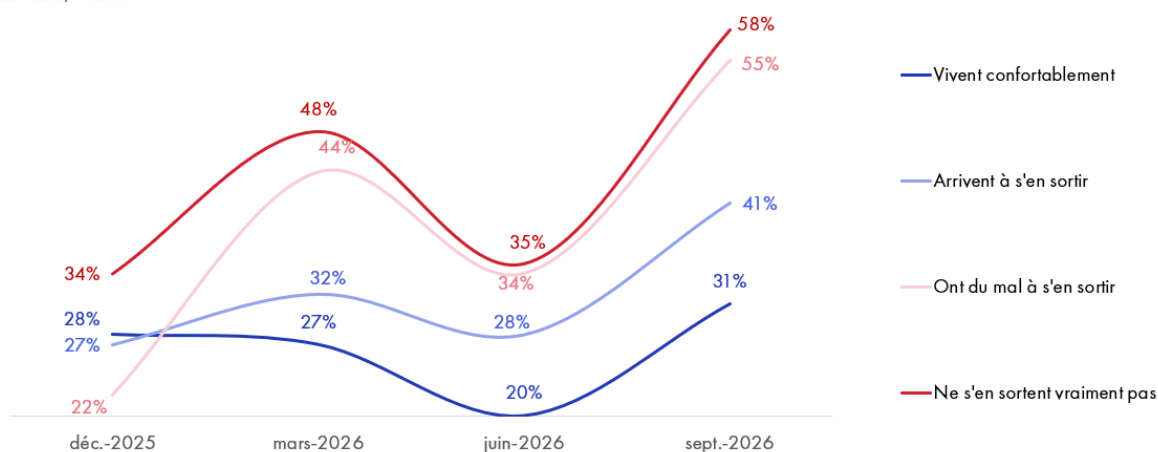
En septembre 2026, 58% des premiers et 55% des seconds citent le sujet, soit plus de 10 points au-dessus de la moyenne nationale (45%).

Ceux qui déclarent « arriver à s'en sortir », qui formaient un binôme avec ceux qui « vivent confortablement », représentent désormais un palier intermédiaire et sont 41% à mentionner la thématique.

Enfin, ceux qui disent « vivre confortablement » sont constamment sous-représentés dans la catégorie.

% de répondants associés à la thématique « Inflation, prix et taux d'intérêt »

Base totale, n=2000



Cette configuration en trois s'efface cependant lorsque l'on croise les préoccupations avec le niveau de vie du foyer, c'est-à-dire le revenu mensuel ramené au nombre d'unités de consommation du foyer.

Cet indicateur offre en effet une surprenante homogénéité entre les différentes classes de revenus. Seuls les 20% les plus aisés se distinguent assez légèrement sur la question : 38% ont donné une réponse rattachée au sujet « Inflation, prix et taux d'intérêt », se situant ainsi 7 points sous la moyenne nationale (45%). Les 80% restants gravitent eux autour de cette dernière.

¹ « [Les Français et l'inflation : les séquelles de l'épisode inflationniste de 2022-2023](#) » (Juillet 2026).

Si le flux de revenus influe finalement peu sur la préoccupation pour l'inflation dans un contexte d'angoisse inflationniste forte, il en va autrement du stock, c'est-à-dire du patrimoine. Les résultats selon le patrimoine financier et immobilier du foyer font réapparaître la configuration en trois. Les foyers sans patrimoine ou disposant de moins de 5 000 € sont nettement surreprésentés : 58% et 56% citent l'inflation. Les foyers au patrimoine intermédiaire, entre 5 000 et 300 000 €, se situent autour de la moyenne (entre 42% et 47%). Enfin, au-delà de 300 000 €, la préoccupation recule nettement, à 33%, soit 12 points sous la moyenne. Plus qu'un revenu élevé, c'est donc la présence d'un matelas de sécurité, qui permet d'absorber une hausse des prix, qui semble protéger de l'inquiétude.

Quant à l'origine de cette nouvelle poussée, elle se trouve, comme en mars, en grande partie à la pompe.

Les verbatims traduisent le renchérissement de l'énergie

Tout comme lors de la vague de mars 2026, les questions de pouvoir d'achat ont été fortement tirées par une flambée conjoncturelle des prix de l'énergie, en particulier de l'essence.

En mars dernier, les Français qui mentionnaient explicitement « l'essence » ou le « prix du carburant » représentaient 11% de la sous-catégorie. En septembre, ce chiffre s'élève à 24%.

L'empreinte de la hausse des carburants, indiscutable dans les verbatims, se lit également dans le croisement entre le lieu de résidence et le niveau de vie. Les ménages ruraux modestes et intermédiaires, plus dépendants de la voiture, sont surreprésentés : 53% et 51% citent l'inflation.

Ces résultats ne doivent pas pour autant faire croire à la thèse de « deux France » qui opposerait territoires ruraux et urbains. Les urbains intermédiaires se situent à un niveau comparable, avec 50%, et les ruraux aisés sont ceux qui citent le moins le sujet, avec 41%, soit moins que les urbains aisés (43%). L'écart au sein d'un même territoire, entre modestes et aisés, pèse donc davantage que la seule opposition entre villes et campagnes.

Le coût de la vie, une préoccupation qui déborde sur les autres

Les préoccupations liées au coût de la vie occupent une place particulière dans l'architecture des réponses. Lorsqu'un autre sujet est cité en premier, elles sont peu ou prou toujours la thématique la plus citée en seconde position (parfois à égalité ou quasiment) : c'est le cas de 42% de ceux qui évoquent d'abord la justice et la criminalité, de 26% de ceux qui citent l'emploi et de 21% de ceux qui commencent par le budget et la dette. À l'inverse, lorsque les prix, le pouvoir d'achat ou l'inflation sont mentionnés en premier, les secondes réponses restent relativement diversifiées. Cela souligne cependant l'incontestable saillance et diffusion des problèmes financiers privés, qui sont intrinsèquement liés au fait que ceux-ci sont par définition directement et quotidiennement perçus par les citoyens, et ce de manière éminemment négative.

Dans une question ouverte limitée à deux réponses, il faut donc rester prudent : on ne peut pas conclure que le coût de la vie fait disparaître les autres sujets. Mais sa capacité à revenir derrière des préoccupations très différentes n'est pas négligeable. Elle peut contribuer à reléguer temporairement certains thèmes dans la hiérarchie des priorités, sans signifier pour autant qu'ils aient perdu toute importance.

Sujets les plus cités en fonction de l'intensité de la contrainte budgétaire

Base totale, n=2000

2e ↓ / 1er choix →	Inflation	Budget/dette	Justice	Immigration	Régulation vie pol.	Macroéco.	Emploi
Inflation	22%	21%	42%	19%	19%	16%	26%
Budget/dette	5%	3%	17%	16%	7%	3%	4%
Justice	18%	13%	1%	20%	4%	15%	12%
Immigration	9%	16%	13%	3%	4%	4%	0%
Régulation vie pol.	6%	8%	2%	4%	20%	12%	2%
Macroéco.	2%	3%	9%	8%	6%	4%	0%
Emploi	4%	8%	1%	4%	1%	7%	2%
Climat/pollution	4%	3%	2%	1%	2%	5%	8%
Santé	5%	3%	1%	2%	0%	4%	

Lecture : parmi les personnes citant « Budget/dette » en 1er (colonne), 21 % citent « Inflation » en 2nd (ligne). À l'inverse, parmi celles citant « Inflation » en 1er, 5 % citent « Budget/dette » en 2nd.

Du portefeuille privé au portefeuille public : la dette en débat

« Foutre au feu » des titres de dette publique française ou « congeler la dette ». Qu'importe la méthode, la proposition de Jean-Luc Mélenchon sur le sujet l'a positionné, malgré sa technicité, dans le débat public du mois de septembre.

Dans le même temps, la catégorie « Budget et dette nationale », largement dominée par des verbatims liés à la « dette (publique) » prend 5 points par rapport à la vague précédente, regroupe désormais 19% des répondants, et rejoint son haut niveau de septembre 2025 (20%).

Une question plus politique que technique ?

Reste à savoir qui porte ce regain d'intérêt. La hausse ne traduit pas directement un intérêt pour la campagne présidentielle : les personnes les plus intéressées par la campagne ne sont pas significativement plus nombreuses à citer ce thème.

En revanche, l'hypothèse selon laquelle la progression du sujet puisse être en partie assimilée à une réaction partisane trouve quelques appuis.

Si corrélation ne vaut certes pas causalité, les adversaires politiques du leader de la France insoumise, ici notamment représentés par les partisans des Républicains et du Rassemblement national², ont opéré un virage important vers ce sujet.

En comparant avec la vague de mars 2026, date du dernier pic de l'angoisse inflationniste, les partisans du Rassemblement national étaient 10% à citer la catégorie. Ils sont désormais 19%.

Plus impressionnant encore, le chiffre est passé de 21% à 39% pour les partisans des Républicains.

Cependant, il convient également de noter que les partisans du Parti socialiste n'ont pas développé de tropisme « Budget et dette nationale » et sont restés stables dans leur citation de la préoccupation, avec entre 15% et 20% de citations sur la période septembre 2025-septembre 2026 (18% en septembre 2026).

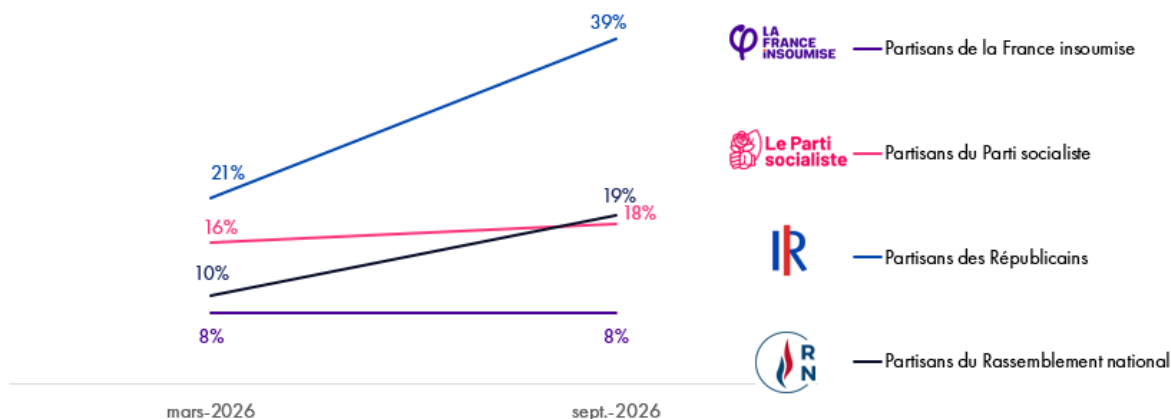
Des bonds francs, qui permettent en partie de comprendre ce sursaut. Sur la même période, la catégorie ne gagne que 6 points dans l'ensemble de la population (de 13 % à 19 %). La progression

² Les effectifs des autres formations politiques n'étant pas assez élevés pour permettre la comparaison.

se concentre donc nettement dans ces deux électorats, bien au-delà du cercle de ceux qui s'emparent traditionnellement du sujet, toujours présent à l'occasion de cette nouvelle vague.

% de répondants associés à la thématique « Budget et dette nationale » selon la proximité partisane

Base totale, n= 2 000



Comment regard privé et regard public se concilient sur ces questions ?

Au-delà du clivage partisan, la question du budget et de la dette nationale a en effet fréquemment touché un profil bien identifié. Elle est dans un premier temps une préoccupation plus marquée chez les plus âgés : 25% des 55-64 ans et 27% des 65-75 ans la citent, soit 6 à 8 points de plus que la moyenne nationale. Ces questions sont également plus spontanément citées chez les répondants qui disent « vivre confortablement » : 24% la mentionnent. Ce sont précisément ceux qui sont le moins concernés par l'inflation. Libérés en partie des contraintes du quotidien, ces répondants porteraient plus volontiers leur regard sur la situation financière du pays.

Il ne faut toutefois pas en conclure que ces répondants, dont le regard est plus que d'autres tourné vers « la Nation » et ses problématiques, échappent aux craintes plus quotidiennes.

Ceux qui citent le budget ou la dette nationale en première réponse sont 21% à citer l'inflation ou le pouvoir d'achat en seconde réponse.

En revanche, la réciproque ne se vérifie pas. Ceux qui citent d'abord les questions de pouvoir d'achat et d'inflation sont 22% à de nouveau donner une réponse en lien avec la catégorie « Inflation, prix et taux d'intérêt », et seulement 5% à évoquer le budget ou la dette nationale.

Le regard porté sur le portefeuille public n'exclut donc pas l'inquiétude pour le portefeuille privé, alors que l'inverse est rare : quand le coût de la vie domine les préoccupations, elle laisse peu de place aux questions de budget et de dette nationale.

2. L'effacement relatif des problèmes environnementaux et régaliens

Après le sursaut caniculaire, la préoccupation pour l'environnement retrouve les niveaux d'avant l'été

Autre trait saillant de cette vague : la chute, annoncée, de la catégorie « Environnement, pollution et climat ».

La dernière mesure était notamment celle du choc caniculaire. Les températures extrêmes et les épisodes réguliers avaient en effet projeté la catégorie composite à la troisième place des priorités françaises avec 23% des répondants citant la catégorie comme un des deux problèmes les plus importants du pays. En septembre 2026, cela ne concerne « plus que » 10%.

Quand la « canicule » part, le « réchauffement climatique » reste

Ce recul s'explique largement par la disparition, dans les verbatims, du terme « canicule ». Nous distinguons dans la note précédente deux registres de réponse au sein de la catégorie.

Le premier relevait d'une expérience directe et subie d'un épisode météorologique pénible, plus que d'une prise de position. La fin de l'épisode caniculaire a quasiment fait disparaître le premier registre de réponse.

Quant au second, représenté par des verbatims mentionnant surtout « le réchauffement climatique », l'écologie ou l'environnement, le déclin est moins abrupt mais tout aussi effectif.

La sous-catégorie « Climat, pollution de l'air, pollution sonore » passe de 11% à 6%, bien que le profil-type rattachable à cette catégorie soit le même que lors de la vague précédente.

Le croisement avec la sensibilité politique déclarée réaffirme la surreprésentation des personnes se disant proches des mouvements écologistes (19% la citent), mais aussi celles et ceux se disant à gauche et très à gauche (12%) ou au centre (12%).

Se distinguent aussi les habitants d'une métropole, également 12% à citer le sujet dans une de leurs deux réponses.

Avec désormais 10% des citations, la thématique « Environnement, pollution et climat » reste malgré tout dans le top 10, à un niveau légèrement supérieur mais proche des précédentes vagues.

Insécurité et immigration : deux thématiques similaires aux trajectoires inégales

Justice et criminalité : un recul généralisé

La catégorie « Justice et criminalité » perd 9 points par rapport à juin, passant de 27% à 18%. Ce recul ne semble pas lié à l'actualité, du moins rien ne l'indique dans les verbatims. Comme lors des vagues précédentes, ceux-ci se résument presque exclusivement à des mentions de « la sécurité » ou de « l'insécurité ». Ces mentions sont simplement moins nombreuses.

Comme à chaque vague, la sensibilité politique reste la seule variable faisant apparaître un profil de répondants attachés au sujet. Il y a un an, en septembre 2025, la catégorie était citée par 24% de l'ensemble des répondants, mais par 36% des personnes se déclarant « à droite » et 33% de celles se déclarant « très à droite ».

En septembre 2026, ces deux électorats restent surreprésentés, mais à un niveau nettement inférieur : 26% pour les répondants « à droite » (-10 points) et 24% pour les « très à droite » (-9 points). Leur recul est même plus marqué que celui de l'ensemble de la population sur la même période (-6 points).. Seuls les habitants des petites agglomérations (de 2 000 à 20 000 habitants) et les foyers au patrimoine modeste (moins de 5 000 euros) rejoignent désormais les profils surreprésentés. Les préoccupations semblent s'être déplacées vers d'autres sujets. Vers l'inflation d'abord, qui touche un très grand nombre de personnes et donc des profils variés. Vers le budget et la dette nationale ensuite, pour les personnes se situant à droite, comme mentionné plus haut.

Immigration : un noyau dur qui tient

Une autre thématique chère aux répondants se déclarant « à droite » ou « très à droite » a en revanche peu bougé : l'immigration, citée par 15 % des répondants en septembre, pour 18 % en juin. Le sujet reste surtout porté par la droite, et plus encore par la droite radicale : 23 % des répondants « à droite » et 42 % de ceux « très à droite » le citent. Les hommes de 55 ans et plus se distinguent également (21 %). Le niveau de vie et le territoire, en revanche, ne jouent pas.

Le registre régalien n'est donc pas repoussé en bloc par la montée du pouvoir d'achat. La sécurité, préoccupation plus diffuse, cède du terrain y compris chez ceux qui la portaient le plus. L'immigration, plus ancrée politiquement, se maintient grâce à son noyau dur.

3. Synthèse

Cette vague de septembre 2026 est d'abord marquée par **une forte concentration des préoccupations autour des questions économiques du quotidien**. Le coût de la vie, déjà installé en tête, atteint un niveau record, tandis que la dette progresse nettement. À l'inverse, plusieurs sujets très présents lors de la vague précédente reculent, à commencer par l'environnement mais aussi la sécurité.

Cette poussée des préoccupations liées au coût de la vie traverse des profils très différents. Le revenu courant distingue finalement assez peu les répondants ; le patrimoine, en revanche, joue davantage. **La présence d'un matelas de sécurité semble protéger plus nettement que le niveau de revenu lui-même.**

La vague montre aussi que les préoccupations ne se déplacent pas toutes de la même manière. **La sécurité recule fortement, y compris parmi les publics qui la citaient le plus, tandis que l'immigration conserve un noyau plus stable et beaucoup plus politisé.** Dans le même temps, les préoccupations liées au coût de la vie apparaissent suffisamment transversales pour pouvoir reléguer temporairement d'autres sujets dans une question ouverte limitée à deux réponses.

Au total, cette rentrée dessine moins une accumulation de préoccupations qu'une nouvelle hiérarchie entre elles : le coût de la vie domine, la dette gagne du terrain, le registre régalien se recompose et les préoccupations environnementales redeviennent plus dépendantes de l'expérience immédiate.

Note méthodologique

Les données de cette note sont issues d'une enquête réalisée tous les trimestres auprès de 2000 personnes représentatives de la population française métropolitaine.

Les pourcentages présentés dans ces analyses correspondent à la proportion d'individus ayant spontanément évoqué chaque préoccupation (en premier ou en second) en réponse à la question ouverte « Quel est selon vous le problème LE PLUS IMPORTANT auquel le pays est confronté aujourd'hui ? ».

Le recodage des réponses à la question a été effectué en utilisant une grille de classification adaptée du système de codage des politiques publiques du Policy Agendas Project. Cette grille comprend 27 domaines principaux subdivisés en plus de 250 sous-domaines spécifiques.

Le codage s'est appuyé sur plusieurs principes méthodologiques essentiels :

1. **Codage par contenu substantiel (policy content) :** Chaque réponse a été classée selon la catégorie d'enjeux dont elle relève, et non selon l'instrument politique, la cible ou le cadrage utilisé. Par exemple, une réponse mentionnant "les charges sur les petites entreprises" a été codée 1521 (PME et travailleurs indépendants) plutôt que 107 (fiscalité), car le contenu principal concerne la situation des PME.
2. **Priorité aux codes spécifiques :** Lorsqu'une catégorie spécifique existait, elle a été privilégiée par rapport aux codes généraux. Ainsi, "la hausse des prix" a été codé 101 (Inflation, prix et pouvoir d'achat) plutôt que 100 (Politique macroéconomique - Général).
3. **Traitement des réponses génériques :** Les termes très généraux comme "l'économie", "la pollution" ou "la liberté" ont été codés dans les catégories générales correspondantes (respectivement « Politique macroéconomique – Général », « Environnement – Général » et « droits de l'homme, libertés et discriminations - Général »), faute d'éléments permettant une spécification plus précise.
4. **Gestion des non-réponses :** Les réponses de type "XX", "je ne sais pas", "aucun", "RAS" ou les cases vides ont été systématiquement codées 0 (Non-réponse ou non-exploitable). Les réponses ambiguës ou incohérentes ont également reçu ce code.

Toute citation devra porter la mention : Baromètre « Priorités françaises », L'ObSoCo / CEVIPOF
Les données brutes de l'enquête sont disponibles en open data sur le dataverse de Sciences Po.